

Dans la Manche, la difficile mise en place de l'éducation à la sexualité dans la scolarité

Même si la loi impose trois séances par an d'éducation à la sexualité de l'école au lycée, dans l'application, peu d'établissements réalisent toutes les séances. Pourquoi ?



Infirmier sur l'IUT, Damien Daylies sensibilise les étudiants sur les violences sexistes et sexuelles.

Auprès de sa classe de CM1 à Saint-Lô (Manche), Solène Duroy a parlé règles, tampons, anatomie, intimité, consentement et conception.

Trop tôt pour des enfants de 9 ans ? « Beaucoup de parents se voilent la face sur les connaissances de leurs enfants », constate-t-elle.

Au fil des huit séquences d'éducation à la sexualité et à la vie affective, les petites têtes blondes n'ont pas été avares de commentaires. « Il y avait matière à travailler, ils avaient

plein de questions », déroule Solène Duroy.

Dédramatiser un sujet tabou

La maîtresse de 26 ans a pu installer un terrain fertile à l'échange : « Une élève venait d'avoir ses règles, elle s'en inquiétait. Ils sont en plein développement, ils ont parlé assez librement. » Elle est parvenue à « dédramatiser » ce sujet délicat, voire tabou, à « dire que c'est normal et naturel », tout en abordant « ce qui n'est pas normal ».

L'éducation à la sexualité et à la vie affective est « inscrite au Bulletin Officiel de l'Éducation nationale », remarque Patricia François, infirmière scolaire en collège à Caen et responsable académique au Snics-Fsu. Depuis 2001, la loi impose trois séances par an à l'éducation à la sexualité dès l'école primaire jusqu'au lycée. « Ça n'a jamais été mis en œuvre. Il a fallu que les établissements se débrouillent », tranche Patricia François.

Trouver des créneaux, des salles. Et des intervenants disponibles : entre des professionnels de santé ou des infirmières scolaires débordés, « quand on case une séance, c'est déjà bien », ironise Lætitia Perruaux, psycho-sexologue à Cherbourg-en-Cotentin (Manche).

[INFOGRAPHIES. Baromètre du sexisme : les chiffres « alarmants » du Haut Conseil à l'Égalité](#)

Créer une obligation de résultat

Et le Haut Conseil à l'Égalité a bien compris l'importance de ce dispositif pour lutter contre le sexisme, au regard des chiffres « accablants » du Baromètre 2023 du sexisme en France. Parmi ses recommandations figure, en deuxième position : « Instaurer une obligation de résultats pour l'application de la loi sur l'éducation à la sexualité et à la vie affective dans un délai de trois ans, et prévoir une sanction financière en cas de non-respect de cette obligation dans ce délai »

Si Solène Duroy était à l'aise pour mener ces séances, tous les enseignants ne sont pas aussi enthousiastes. Impossible, selon le Rectorat de l'Académie de Caen de « recenser les actions réalisées dans les établissements [...] car il n'y a pas de remontée centralisée de ces actions ». Avant de préciser que « cela ne veut pas dire qu'il n'y a rien de fait. Bon nombre de professionnels de l'Éducation nationale travaillent au quotidien cette approche avec les élèves ».

Pas de cohérence pédagogique

Patricia François note quand même un manque de volonté « d'informer, faire en sorte que ces jeunes s'emparent de leur propre sexualité ». Résultat : un engagement variable, pas de cadre ni de cohérence pédagogique ou de suivi entre les niveaux.

Conséquence, les adolescents font eux-mêmes leur éducation via les pornos. « Ils sont alors imprégnés d'images erronées du rapport sexuel, ajoute Lætitia Perruaux. Il faut alors les déconstruire et plus tôt on commence, mieux c'est. Pour les plus petits, commencer par travailler sur les émotions, exprimer ce que l'on ressent ». Lætitia Perruaux sent bien, qu'auprès des étudiants qu'elle croise au centre de planification de Caen : il y a encore du boulot.

Le consentement n'est clairement pas acquis chez eux !

Laetitia Perruaux - Psycho-sexologue à Cherbourg

Des lacunes observées par son homologue Damien Daylies, infirmier scolaire sur le Campus Manche de l'Université de Caen Normandie. Des garçons qui ne savent pas mettre de préservatifs, des histoires de « revenge porn », de harcèlement, d'agressions sexuelles, de viols voire des violences conjugales. « Dans toute cette négativité, il y a des points positifs, tempère Lætitia Perruaux. Je croise de plus en plus de garçons avec leurs copines, qui veulent s'impliquer dans la contraception ».